



Daily News 06 / 10 / 2021

Brussels, 6 October 2021

Agriculture: la Commission adopte des mesures exceptionnelles pour soutenir les secteurs du vin et des fruits et légumes

Les mesures de soutien au secteur vitivinicole adoptées aujourd'hui prévoient d'augmenter l'aide en faveur des outils de gestion des risques tels que l'assurance-récolte et les fonds de mutualisation, ainsi que de prolonger, jusqu'au 15 octobre 2022, les [mesures de flexibilité](#) déjà en place. En ce qui concerne le secteur des fruits et légumes, le soutien aux organisations de producteurs — généralement calculé en fonction de la valeur de la production — fera l'objet d'une compensation qui ne pourra pas être inférieure à 85 % du niveau de l'année dernière. Janusz **Wojciechowski**, commissaire en charge de l'agriculture, a déclaré à ce propos : « Cette année, des conditions météorologiques extrêmes, gelées printanières, inondations, puis vagues de chaleur, ont mis à rude épreuve les secteurs du vin et des fruits et légumes. Cette situation intervient après une année 2020 déjà compliquée en raison de la crise de la COVID-19. Ces mesures indispensables viendront en aide, en ces temps difficiles, aux producteurs de toute l'UE, et s'ajoutent à celles déjà proposées en 2020, puis prolongées en 2021. » Une [première série de mesures](#) a été adoptée en mai 2020. Ces mesures ont été complétées par un [deuxième train de mesures en faveur du secteur vitivinicole](#) adopté en juillet 2020. Plus d'informations dans le [communiqué de presse](#). (Pour plus d'informations: Miriam Garcia Ferrer – Tél.: +32 229 99075; Thérèse Lerebours – Tél.: +32 229 63303)

Commission welcomes the adoption of the Brexit Adjustment Reserve

The Commission welcomes the adoption and signature by the co-legislators of the Regulation establishing the Brexit Adjustment Reserve (BAR). With an amount of €5.4 billion in current prices, the BAR will counter the adverse consequences of the withdrawal of the United Kingdom from the EU for small and medium-sized companies, regional and local coastal communities in the EU. Commissioner for Cohesion and Reforms, Elisa **Ferreira**, said: “The BAR is a clear expression of European solidarity. The withdrawal of the United Kingdom from the EU has had significant adverse economic and social effects all across Europe. I am now happy to say that we have the legal basis to disburse the first amounts of pre-financing to help those most affected by Brexit.” All EU Member States will benefit from the BAR resources, but the allocation will be focused on those hardest hit by the UK's withdrawal, especially with regard of trade with the UK, fisheries within the UK's exclusive economic zone and the importance of neighbouring links for the maritime border regions with the UK. The largest part, €4.3 billion, will be disbursed as pre-financing in three annual instalments until 2023 while the remaining resources will be made available in 2025. To receive the first payments, Member States need to notify the Commission, within two months after the entry into force of the Regulation, the identity of the bodies responsible for the management and audit of the Reserve and confirm that they have drawn up the management and control system. On 25 December 2020, the Commission put forward its [proposal](#) for the creation of the BAR following the announcement of the European Council of 17-21 July 2020. The BAR Regulation will be published on 8 October in the Official Journal. All details are available [here](#). (For more information: Vivian Loonela - Tel.: +32 229 66712; Veronica Favalli - Tel.: +32 229 87269)

Participation des citoyens: lancement d'un nouveau centre pour l'élaboration des politiques avec les citoyens, pour les citoyens

La Commission lance aujourd'hui un [centre de compétences en matière de démocratie participative et délibérative](#) au sein de son Centre commun de recherche. Le centre de compétences favorisera les partenariats et fournira des conseils, des outils et des ressources pour renforcer la participation des citoyens au processus politique. L'essor des assemblées, jurys et panels de citoyens ces dernières années en Europe a montré à la fois que les citoyens sont de plus en plus désireux de participer à l'élaboration des lois et des politiques publiques et que cette participation est essentielle pour instaurer la confiance dans les institutions et renforcer la démocratie dans son ensemble. Le centre

de compétences a été créé pour aider les institutions et organisations de l'UE, dans tous les pays d'Europe, à développer leurs capacités à soutenir des projets et des politiques en matière de démocratie participative ou délibérative. Le centre vient en appui à la priorité de la Commission en faveur d'[un nouvel élan pour la démocratie européenne](#). La Commission entend donner aux Européens un rôle plus important dans la prise de décision, par le biais d'initiatives telles que la [conférence sur l'avenir de l'Europe](#). La conférence est une série de débats et de discussions menés par des citoyens paneuropéens, qui permettent aux citoyens de toute l'Europe de partager leurs idées et de contribuer à façonner notre avenir commun. Elle recueille les contributions des citoyens au moyen d'une [plateforme numérique multilingue](#) innovante et de [panels de citoyens européens](#). Ces panels sont également ouverts aux médias. La vice-présidente chargée de la démocratie et de la démographie, Dubravka **Šuica**, a déclaré à ce propos : « *Ce nouveau centre de compétences sur la démocratie participative et délibérative montre la détermination de la Commission européenne à dialoguer avec les citoyens sur les questions qui les concernent. La conférence sur l'avenir de l'Europe offre aux Européens un rôle central dans la construction de l'avenir de l'UE, en les encourageant à débattre de nos défis communs et à contribuer à définir nos priorités. Les panels de citoyens européens qui se tiennent actuellement constituent un exercice véritablement unique dans la démocratie délibérative. Ces panels permettent à nos citoyens d'avoir davantage leur mot à dire en dehors des élections et contribuent à renforcer notre démocratie et à faire en sorte qu'elle soit adaptée aux enjeux futurs.* » Un communiqué de presse est [en ligne](#). (Pour plus amples informations: Johannes Bahrke – Tél.: +32 229 58615; Daniel Ferrie – Tél.: +32 229 86500; Sinéad Meehan-van Druten – Tél.: +32 229 84094)

Aides d'État: la Commission invite les parties intéressées à présenter leurs observations sur le projet de proposition visant à faciliter davantage la mise en œuvre de mesures d'aide favorisant la transition écologique et numérique

La Commission européenne [invite les États membres et toutes les autres parties intéressées à présenter leurs observations](#) sur certaines propositions de modification du [règlement général d'exemption par catégorie \(RGEC\)](#). L'objectif de la révision proposée est de tenir compte des modifications apportées à divers ensembles de lignes directrices en matière d'aides d'État en cours de réexamen et de faciliter davantage le soutien public à la transition écologique et numérique de l'UE. Les nouvelles règles contribueront à jeter les bases d'une économie durable à l'heure de surmonter les conséquences de la pandémie de coronavirus. Les États membres et les autres parties intéressées peuvent répondre à la consultation jusqu'au 8 décembre 2021. La Commission propose un certain nombre de modifications ciblées du RGEC afin de tenir compte des modifications apportées à divers ensembles de lignes directrices en matière d'aides d'État en cours de réexamen (à savoir les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale, les lignes directrices concernant les aides d'État en faveur du climat, de l'énergie et de l'environnement, les lignes directrices sur le financement des risques et l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation). L'objectif de la révision en cours de ces lignes directrices et de la révision proposée du RGEC est de promouvoir le financement public contribuant à la réalisation des priorités actuelles de l'UE, notamment le [pacte vert](#) et les stratégies [industrielle](#) et [numérique](#) européennes, et de veiller à ce que les règles en matière d'aides d'État tiennent compte des dernières évolutions du marché et des technologies. L'adoption du RGEC révisé est prévue pour le premier semestre de 2022. Margrethe **Vestager**, vice-présidente exécutive chargée de la politique de concurrence, s'est exprimée en ces termes: « *Notre proposition vise à élargir les possibilités qu'ont les États membres de mettre en œuvre des mesures d'aide en faveur de la transition écologique et numérique sans notification préalable à la Commission et autorisation préalable par celle-ci. Les États membres pourront ainsi fournir ce type de financement plus facilement et plus rapidement, sans provoquer de distorsions indues de la concurrence au sein du marché unique. Nous encourageons l'ensemble des autorités publiques, des entreprises et des autres parties intéressées à participer à cette consultation importante.* » Un communiqué de presse est disponible [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Arianna Podesta – Tél.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tél.: +32 229 55344)

State aid: Commission decides to repeal its decision to refer the United Kingdom to the Court of Justice for failure to recover illegal aid granted by Gibraltar to several multinational companies

Following the confirmation by the United Kingdom that the full recovery of the illegal State aid granted by Gibraltar to several multinational companies has been finalised, the Commission has today decided to repeal its decision to launch a Court action against the United Kingdom for failure to implement the recovery order. On [19 December 2018](#), the Commission adopted a State aid decision finding that Gibraltar's corporate tax exemption regime for passive interest and royalties, as well as

five tax rulings, were illegal under EU State aid rules. The Commission therefore ordered the United Kingdom to recover the around €100 million of illegal aid from the beneficiaries. The deadline for the United Kingdom to implement the Commission decision and recover the illegal aid was 23 April 2019. By [19 March 2021](#), Gibraltar had only recovered aid from two out of four aid beneficiaries of these illegal measures. Consequently, in view of the delay in recovery, in line with standard practice and on the basis of the Withdrawal Agreement, the Commission decided to refer the United Kingdom to the European Court of Justice for failure to fully recover the illegal State aid granted. Following this decision, Gibraltar continued working towards the full recovery of the unlawful advantage. By 14 July 2021, Gibraltar completed the recovery of the aid, also from the two outstanding beneficiaries. Therefore, the Commission has decided to repeal its decision to refer the United Kingdom to the Court. *(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

State aid: Commission approves €2 million Belgian scheme to support social economy companies in the context of the coronavirus outbreak

The European Commission has approved a €2 million Belgian scheme to support social economy companies active in the Flemish Region affected by the coronavirus outbreak. The measure was approved under the State aid [Temporary Framework](#) and is included in the national Recovery and Resilience Plan. It follows another Belgian scheme to support social economy companies that the Commission approved on [21 September 2021 \(SA.64072\)](#). Under the scheme, the aid will take the form of direct grants. The purpose of the measure is to support social economy companies offering trainings to vulnerable groups and thus to safeguard sustainable employment in the new economic reality resulting from the coronavirus outbreak. The Commission found that the scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. In particular, the aid (i) will not exceed €1.8 million per beneficiary; and (ii) will be granted no later than 31 December 2021. The Commission concluded that the measure is necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU and the conditions of the Temporary Framework. On this basis, the Commission approved the measure under EU State aid rules. More information on the Temporary Framework and other actions taken by the Commission to address the economic impact of the coronavirus pandemic can be found [here](#). The non-confidential version of the decision will be made available under the case number SA.64071 in the [State aid](#) register on the Commission's [competition website](#) once any confidentiality issues have been resolved. *(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

Mergers: Commission clears creation of joint venture by KKR and Telefónica

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the creation of InfraCo SAS, a new joint venture based in Colombia, by KKR&Co Inc. of the US and Telefónica SA of Spain. InfraCo will operate Telefónica's fibre network in Colombia. KKR is a global investment firm offering alternative asset management and capital markets and insurance services. Telefónica is a global telecommunications company operating fixed and mobile communication networks and offering mobile, landline, internet and television services under a number of brands. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns, given that InfraCo has no actual or foreseen activities in the European Economic Area. The transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission's [website](#), in the public [register](#) under the case number [M.10427](#). *(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

Mergers: Commission clears acquisition of zooplus by H&F

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of sole control of zooplus of Germany by Hellman & Friedman LLC ('H&F') of the US. Zooplus is active in the online retail sale of pet supplies through country-specific and cross-border web shops across 30 European countries. H&F is a global private equity investments firm. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns given that the companies are not active in the same or related markets. The operation was examined under the simplified merger review procedure. More information will be available on the Commission's [competition website](#), in the [public case register](#) under the case number [M.10462](#). *(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

Concentrations: La Commission autorise l'acquisition de Green-City Immobilier par Lone Star

La Commission européenne a autorisé, en vertu du règlement européen sur les concentrations, l'acquisition du contrôle exclusif de Green-City Immobilier, basée en France, par LSREF6 Balto Holdings, contrôlée par Lone Star Funds (« Lone Star »), basée aux Bermudes. Green-City Immobilier est un promoteur immobilier indépendant dans les grandes villes françaises, actif notamment dans la promotion de logements collectifs, de logements intermédiaires, de maisons et de villas séparées, de maisons de vacances et de résidences étudiantes. Lone Star est une société de capital-investissement active mondialement dans l'immobilier, le crédit et d'autres actifs financiers. L'opération donne lieu à des chevauchements horizontaux mineurs dans la promotion immobilière et la construction de bâtiments résidentiels en France et dans l'Espace économique européen. Néanmoins, la Commission a conclu que l'acquisition envisagée ne poserait pas de problème de concurrence compte tenu de la position limitée des entreprises sur les marchés concernés. L'opération a été examinée dans le cadre de la procédure simplifiée de contrôle des concentrations. De plus amples informations seront disponibles sur le [site internet concurrence](#) de la Commission, dans le [registre public](#) des affaires, sous le numéro [M.10426](#). (Pour plus d'informations: Arianna Podesta – Tél.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tél.: +32 229 90526)

ANNOUNCEMENTS

President von der Leyen to attend the EU Sustainable Investment Summit tomorrow

President Ursula **von der Leyen**, Executive Vice-Presidents Frans **Timmermans** and Valdis **Dombrovskis**, and Commissioners Paolo **Gentiloni**, Elisa **Ferreira**, and Mairead **McGuinness** will participate in the [EU Sustainable Investment Summit 2021](#) tomorrow, 7 October 2021. The Summit is the first annual event on sustainable finance to be hosted by the European Commission. It was announced as part of the Sustainable Europe Investment Plan – the investment pillar of European Green Deal, which sets out how Europe will become the first climate-neutral continent by 2050. The conference will feature high-level speakers from across the world, including policymakers, entrepreneurs, investors, financial institutions, civil society representatives and citizens, who will exchange their ideas about how to unlock investment and finance to accelerate the transition towards climate neutrality. President **von der Leyen** will deliver the opening address. Other speakers include: António Guterres, Secretary-General of the United Nations; Michael R. Bloomberg, UN Secretary-General's Special Envoy for Climate Ambition and Solutions; Kristalina Georgieva, Managing Director of the International Monetary Fund; Elizabeth Wathuti, environmentalist and climate activist, Founder of Green Generation Initiative; Yi Gang, Governor of the People's Bank of China; and Bill Gates, Founder of Breakthrough Energy and Co-chair of Bill & Melinda Gates Foundation. The full list of speakers and the programme are available [here](#). For the latest updates and the highlights, please [register here](#). The conference will be live-streamed on the [Summit website](#), on DG ECFIN [Twitter](#) and [Facebook](#) channels, and participants can submit their questions to speakers through a Q&A on [Sli.do](#). Participants can also join the [#InvestGreenEU](#) conversation on social media. (For more information: Daniel Ferrie – Tel.: +32 229 86500; Aikaterini Apostola – Tel.: +32 229 87624)

High-Level Forum on providing protection to Afghans at risk

Tomorrow, High-Representative/Vice-President Josep **Borrell** and Commissioner for Home Affairs, Ylva **Johansson**, are convening a High-Level Forum focusing on providing protection to Afghans. The Forum is a follow-up to discussions in G7 and in the extraordinary Justice and Home Affairs Council on Afghanistan. The aim is to ensure that action of the EU and of the Member States to protect Afghans is supportive of global coordination and cooperation efforts. The forum will bring together, in a virtual setting, Ministers for Foreign Affairs and Interior Ministers of EU Member States as well as from Switzerland, Norway, Iceland and Liechtenstein, representatives of the European Parliament, the United Nations High Commissioner for Refugees, Filippo Grandi, and the Director-General of the International Organization for Migration, António Vitorino. In the afternoon, discussions will continue at senior officials' level with representatives of Canada, the UK and the US. A press release is available [online](#). After the morning session, a short press point will take place with Commissioner **Johansson** that will be livestreamed on [EbS](#). (For more information: Nabila Massrali - Tel.: +32 229

Executive Vice-President Timmermans at EU-Indo-Pacific High Level Conference on Climate Change ahead of COP26

Tomorrow, 7 October, Executive Vice-President Frans Timmermans will participate in the High Level Conference on Climate Change between the EU and Indo-Pacific states, to discuss the forthcoming UN Climate Conference (COP26) in Glasgow. During the conference, which is one of the first events to implement the [EU's new Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific](#), the EU and leaders of the Indo-Pacific countries will share views on their desired outcomes for COP26, specifically on mitigation, adaptation and finance. The EU's action in the Indo-Pacific is based on a long-term plan to work with partners to mitigate and adapt to climate change, and reduce climate and disaster risks. On 8 October, the High Level Conference continues with civil society, media and business communities engaging in a series of panel discussions. More information about the conference is available [here](#) and it can be followed via [livestream](#). (For more information: Tim McPhie – Tel.: +32 229 58602; Ana Crespo Parrondo – Tel.: +32 229 81325)

Commissioners Reynders and Johansson in Luxembourg for meeting of Justice and Home Affairs Ministers

Commissioner for Justice, Didier **Reynders**, and Commissioner for Home Affairs, Ylva **Johansson**, will participate in the Justice and Home Affairs Council taking place tomorrow and on Friday in Luxembourg. Tomorrow afternoon, Commissioner **Reynders** will meet Justice ministers to discuss pre-trial detention and the [EU Strategy on the Rights of the Child](#) the Commission presented on 24 March. They will be joined by EU Chief Prosecutor, Laura Kövesi, to discuss the state of play of the European Public Prosecutor's Office. There will also be a discussion on the situation of women judges, prosecutors and lawyers in Afghanistan and how the EU can coordinate its action to ensure their safety. Following the publication on 7 October of the results of the 6th evaluation of the [Code of Conduct on Countering Illegal Hate Speech Online](#), Commissioner **Reynders** will briefly present the takeaways. Commissioner **Reynders** will take part in a press conference following the meeting at +/- 17:30 CET, which you can follow live on [EbS](#). On Friday, Commissioner **Johansson** will join Home Affairs ministers for a policy debate on the outstanding legislative proposals under the [Pact on Migration and Asylum](#), as well as on the state of play as regards cooperation with EU's partner countries on migration. Ministers are expected to adopt new rules for the entry and residence of highly-skilled workers from outside the EU under the revised [Blue Card Directive](#), a key objective of the New Pact on Migration and Asylum. Participants will also discuss the current situation when it comes to irregular arrivals to the EU, in particular in the Central Mediterranean. Commissioner **Johansson** will update the ministers on the situation in Afghanistan, following the High-Level Forum on providing protection to Afghans at risk, which will have taken place the preceding day. Ministers will furthermore discuss the state of play of the implementation of measures related to the interoperability of EU information systems in the field of migration, border management and security – notably the Entry/Exit System and the European Travel Information and Authorisation System – intended to make these information systems work together in a seamless manner. Finally, ministers will discuss the digital dimension of investigating child sexual abuse. Later this year, the Commission will present legislation to effectively tackle child sexual abuse online. A press conference with Commissioner **Johansson** will take place on Friday at +/- 17:30 CET, which will be live on [EbS+](#). (For more information: Christian Wigand – Tel.: +32 229 62253; Adalbert Jahnz - Tel.: + 32 229 53156)

[Liste des points prévus](#) à l'ordre du jour des prochaines réunions de la Commission

Veillez noter que ces informations sont données sous réserve de modifications.

[Eurostat](#): communiqués de presse

The Spokesperson's Service has re-opened the Berlaymont press room to a limited number of journalists. For more information, please see [here](#).

